

L'économie du Kazakhstan

L'article d'Emine Gürgen «Asie centrale : progrès et perspectives», paru dans le numéro de septembre 2000, présente une analyse comparée de cinq économies d'Asie centrale. Bien que le Kazakhstan ait beaucoup en commun avec d'autres pays d'Asie centrale, le profil de son économie et de ses réformes est très différent. Certaines des observations de l'auteur à propos du groupe des États de l'Asie centrale ne mentionnent pas ces différences et peuvent donc donner une fausse idée du Kazakhstan. Par exemple, l'auteur affirme que «dans presque tous les cas», les prix des denrées alimentaires essentielles, de l'énergie et des transports et services publics étaient réglementés. Or, les prix au Kazakhstan n'ont pas été réglementés depuis 1995. En outre, les dépenses sociales et l'investissement public dans les pays d'Asie centrale sont qualifiés d'inadéquats et d'inefficaces. Au Kazakhstan, la fonction publique a été réformée aux termes de la loi de 1999, qui l'a redéfinie, rehaussé les normes applicables aux fonctionnaires et institué une réglementation pour l'emploi dans ce secteur; le gouvernement a adopté un programme d'investissement pour 2000–02.

La déclaration de l'auteur selon laquelle les systèmes bancaires des pays d'Asie centrale sont encore rudimentaires n'est pas non plus applicable au Kazakhstan, dont le système bancaire est le plus avancé et soumis à la surveillance la plus stricte de toutes les ex-républiques soviétiques. Depuis 1993, le Kazakhstan est doté d'un système bancaire à deux niveaux. Le premier est constitué par la Banque nationale du Kazakhstan (la banque centrale), et le deuxième regroupe toutes les autres banques. Le Kazakhstan a adopté des normes bancaires internationales concernant la capitalisation, la diversification des actifs, la qualité de la gestion et la comptabilité, ainsi que des coefficients minimums rigoureux pour les fonds propres des banques. La nouvelle législation bancaire promulguée entre 1993 et 1999 comprend la loi sur les banques et les activités bancaires, la loi sur la Banque nationale du Kazakhstan et les lois et décrets normatifs de la Banque nationale. Il est également erroné de dire que «dans la plupart des pays ... les systèmes bancaires restent en très grande partie sous le contrôle de l'État...». En 1999, une seule banque au Kazakhstan — la Banque Import-Export — appartenait entièrement à l'État. (Celui-ci détenait une participation de moins de 35 % à la banque d'épargne Halyq.) L'intervention de l'État dans le système bancaire du pays se limite à la surveillance des banques commerciales par la banque centrale, laquelle est pleinement indépendante.

L'auteur se réfère aux indicateurs de la transition de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement montrant que les pays d'Asie centrale sont en retard sur les autres pays en transition quant à la restructuration des entreprises et les réformes des prix, du commerce et du secteur financier. Il aurait été utile de donner des détails pour chaque pays.

Bien que l'auteur affirme que l'emprunt extérieur des pays d'Asie centrale a augmenté rapidement, celui du Kazakhstan a diminué de 4,4 % par an. Fin 2000, l'endettement extérieur de l'État se chiffrait à 3,9 milliards de dollars — 127 millions de dollars de moins que l'année précédente.

La critique selon laquelle les pays d'Asie centrale n'ont pas d'approche systématique pour améliorer le climat de l'investissement n'est pas non plus justifiée dans le cas du Kazakhstan. Sa stratégie d'investissement à moyen terme est définie par la

loi sur le soutien de l'État à l'investissement direct (février 1997), le programme d'investissement public de la République du Kazakhstan pour 2000–02, le décret du gouvernement sur l'adoption du programme d'investissement public pour la période 1999–01 (juin 1999) et le décret du gouvernement sur le programme visant à attirer les investissements directs étrangers au Kazakhstan pour la période 2000–02.

Les indicateurs macroéconomiques du Kazakhstan et son cadre réglementaire ont été marqués par des améliorations spectaculaires en 1999, mais étant donné les chiffres périmés fournis dans l'article, il est difficile pour le lecteur de se faire une idée juste de la situation actuelle au Kazakhstan. Même les données pour 1999 sont fondées sur des projections effectuées en 1998. En outre, la proximité géographique n'est pas en soi un critère valable de regroupement des pays dans une analyse. Il ne sera que plus difficile de comprendre les différences entre les pays d'Asie centrale si elles sont passées sous silence. Le PIB par habitant du Kazakhstan (sur la base de la parité des pouvoirs d'achat) était de 5.000 dollars en 1999, beaucoup plus proche de celui du Bélarus (6.700 dollars) et de la Russie (6.800 dollars) que de celui de la République kirghize (2.400 dollars) et du Tadjikistan (1.000 dollars) (Agence des statistiques nationales du Kazakhstan). En 2000, les échanges du Kazakhstan avec la Russie se sont chiffrés à 4,2 milliards de dollars, et avec le Tadjikistan à 58 millions de dollars seulement. Ces chiffres montrent que le Kazakhstan a des relations économiques plus fortes et est davantage sur un pied d'égalité avec la Russie et le Bélarus qu'avec ses voisins d'Asie centrale.

Kuanyshbek Sazanov

Assistant de l'Administrateur du FMI pour l'Autriche, le Bélarus, la Belgique, la Hongrie, le Kazakhstan, le Luxembourg, la République slovaque, la République tchèque, la Slovénie et la Turquie

La réponse d'Emine Gürgen

En regroupant les pays d'Asie centrale, loin d'impliquer que le Kazakhstan était au même stade de développement que les autres, j'entendais établir une distinction entre les réformateurs lents et les réformateurs rapides de la région, dans l'espoir que les premiers prennent modèle sur les seconds. L'article fait ressortir les différences entre les pays, et le Kazakhstan y est reconnu comme le réformateur le plus rapide du groupe.

Quant aux données périmées dont M. Sazanov me fait reproche, la période butoir des données qui sous-tendent mon analyse était 1998/99; au moment de la publication de l'article, certaines des données pour 1999 étaient encore provisoires. Il était donc impossible de traiter des évolutions postérieures au milieu de 1999.

L'article couvre cinq pays, plusieurs années et de nombreuses questions. C'est pourquoi les transformations du système bancaire du Kazakhstan et les mesures qui y ont été prises pour encourager l'investissement étranger n'ont peut-être pas été suffisamment précisées. Cependant, des réformes dans ces deux domaines restent indispensables dans les pays d'Asie centrale.

L'article indique que tous les pays du groupe ont fait des progrès considérables dans la libéralisation des prix. Comme dans beaucoup d'autres domaines, le Kazakhstan est peut-être en avance sur ce plan, mais certains prix étaient encore réglementés quand je résidais à Almaty en 1995. Là encore, l'article ne va pas dans le détail, mais ne fait qu'énumérer les domaines où des contrôles des prix subsistaient.